

SYRIE

25 terroristes de l'EI tués par des commandos de l'armée régulière dans le centre

Au moins 25 terroristes du groupe Daesh ont été tués dans une opération commando menée par l'armée syrienne avec une couverture aérienne russe dans le centre du pays en guerre, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée à Londres et proche de l'opposition.

Avec le soutien de l'aviation russe, l'armée régulière mène depuis des mois une offensive pour reprendre à Daesh la Badiya, le vaste désert syrien qui s'étend du centre du pays aux frontières irakiennes et jordaniennes.

«25 membres de Daesh ont été tués et d'autres ont été blessés lors d'une opération commando des forces syriennes avec l'aide des avions et hélicoptères militaires russes» dans le nord-est de la province de Homs (centre), a indiqué à la presse Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

«Six militaires syriens ont également été tués dans les affrontements», selon la même source.

L'armée syrienne, citée par l'agence officielle Sana, a estimé que l'opération a été menée «avec succès», permettant à l'armée de s'emparer de trois villages en plein désert.

Depuis mai, l'armée syrienne a chassé les terroristes de Daesh de larges pans de la province de Homs. Selon l'OSDH, il ne reste plus à cette organisation terroriste que quelques dizaines de villages dans l'est de cette région située en grande partie dans le désert. «La libération d'Al-Soukhna des terroristes de

Daesh ouvre des possibilités pour les forces gouvernementales syriennes pour lancer un assaut et lever le siège de Deir Ezzor», a indiqué un communiqué de l'armée.

La guerre en Syrie, qui a fait depuis 2011 plus de 320 000 morts en six ans, s'est transformée en un conflit très complexe avec la montée des terroristes de l'EI et l'implication de puissances régionales et internationales.

Al-Soukhna est en effet un des trois axes à partir desquels l'armée va avancer pour lancer son offensive vers la province



L'armée syrienne a mis à mal les rangs de Daesh.

pétrolière de Deir Ezzor, située à l'est de celle de Homs et frontalière de l'Irak. Deir Ezzor est la

dernière province contrôlée encore quasi-totalement par Daesh en Syrie. Le groupe a été

chassé par l'armée de la province d'Alep (nord) et de la majeure partie de Homs par l'armée, et de la plupart du nord de la province de Raqa (nord) par une alliance soutenue par les Etats-Unis. Deir Ezzor «est un point important (...) qui marquerait en grande partie, pour ne pas dire complètement, la fin de la lutte contre Daesh», a souligné hier le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou sur la chaîne Rossiïa-24.

D'après le ministre, au cours des deux derniers mois, les territoires contrôlés par le régime en Syrie ont plus que doublé.

La guerre en Syrie, qui a fait 320 000 morts en six ans, s'est transformée en un conflit très complexe avec la montée des terroristes et l'implication de puissances régionales et internationales.

AFGHANISTAN

Un chef de Daesh tué dans un raid de l'armée américaine

L'armée américaine a affirmé hier avoir tué un haut responsable du groupe terroriste Daesh en Afghanistan, ainsi que d'autres chefs locaux du groupe, lors d'un raid mené jeudi dans le nord-est du pays.

Le général John Nicholson, commandant des forces américaines en Afghanistan, a annoncé que le raid mené jeudi avait tué Abdul Rahman, qui selon lui était le chef pour la province de Kunar (nord-est) de la branche

de Daesh en Afghanistan, connue sous l'appellation Khorasan. L'armée américaine avait affirmé en juillet avoir tué le chef de Khorasan, Abou Sayed, dans une frappe contre le quartier général du groupe le 11 juillet dans la province de Kunar.

«La mort d'Abdul Rahman porte un nouveau coup au haut commandement de Khorasan», a déclaré le général Nicholson dans un communiqué, promettant aux terroristes de «les traquer jusqu'à ce qu'ils ne constituent plus une menace pour le peuple afghan et la région». L'officier a ajouté que trois autres chefs du groupe avaient été tués

lors du raid mené dans le district de Darah-Ye Pech, dans la province de Kunar.

Selon lui, Abdul Rahman était «l'émir» du groupe pour la province de Kunar et il était le «principal candidat» pour succéder à Abou Sayed. Abou Sayed était le troisième «émir» de l'organisation terroriste en Afghanistan à être abattu par Washington et Kaboul, après Hafiz Sayed Khan l'an dernier et Abdul Hasib fin avril. Daesh, qui recule en Irak et en Syrie, est apparu dans l'est de l'Afghanistan début 2015 et progresse désormais dans le nord du pays, où il a notamment revendiqué plusieurs attentats anti-chiites.

INDE

Indignation après la mort d'au moins 64 enfants dans un hôpital

Un allié clé du Premier ministre indien Narendra Modi faisait face hier à des appels à la démission, après la mort d'au moins 64 enfants en six jours dans un hôpital public de son Etat du nord de l'Inde ayant connu une pénurie d'oxygène.

Yogi Adityanath, membre du parti de droite Bharatiya Janata Party de M. Modi et ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Etat dans lequel a eu lieu la catastrophe, s'est rendu hier à l'hôpital Baba Raghav Das, dans le district de Gorakhpur, alors que les proches des victimes, en colère, réclamaient des réponses. Face à l'indignation et à la colère suscitées par cette tragédie, partis d'opposition et critiques du gouvernement ont réclamé la démission de Yogi Adityanath, un prêtre hindou qui a remporté les élections en mars dans cet Etat, le plus peuplé de l'Inde, avec plus de 200 millions d'habitants.

D'après les médias indiens, 30 enfants ont succombé pour les seules journées de jeudi et vendredi en raison d'un manque d'oxygène dans les services pédiatriques

de l'hôpital. Selon eux, la société fournissant les bonbonnes aurait mis fin à ses services, apparemment en raison du non-paiement de factures se montant à plusieurs millions de roupies, certaines remontant à novembre.

«Cet incident a eu lieu en raison du laxisme du gouvernement de l'État, qui en est pleinement responsable», a dénoncé samedi Ghulam Nabi Azad, un dirigeant du Congrès, principal parti d'opposition en Inde. «Le ministre en chef (Yogi Adityanath), le ministre de la Santé et le secrétaire à la Santé doivent immédiatement démissionner, les médecins ne devraient pas être mis en cause».

«La mort d'enfants innocents à Gorakhpur est une tragédie. (...) Le fait que cela se soit produit dans un hôpital public démontre une mau-

vaise gouvernance», a aussi déploré auprès de l'AFP un porte-parole du Congrès, Sanjay Jha.

Panique et chaos

Le bilan total est encore provisoire et pourrait s'aggraver, alors que le commissaire de police de Gorakhpur, Anil Kumar, a déclaré hier à l'AFP que 11 autres enfants étaient morts samedi à l'hôpital.

Une enquête a été ouverte sur les dysfonctionnements de l'hôpital et Yogi Adityanath, durant sa visite, a promis de faire toute la lumière sur cette affaire : «Si l'enquête démontre qu'un responsable a été négligent, il en subira toutes les conséquences», a-t-il affirmé devant des journalistes.

Le ministre en chef a repris à son compte la version donnée par les autorités locales, qui ont reconnu une interruption de l'approvisionnement en oxygène, mais continuent d'affirmer que les décès ont été causés par des maladies telles que l'encéphalite et non par l'absence d'oxygène.

«Nous sommes convaincus qu'aucune de ces vies n'a été perdue à cause de cet épisode», a déclaré hier à l'AFP un haut responsable de la santé publique locale, sous couvert d'anonymat.

Les familles des victimes ont vivement contesté cette version, décrivant la panique et le chaos lorsque les patients ont commencé à se battre contre un manque brutal d'oxygène. Des appareils de respiration artificielle manuels ont alors été utilisés pour aider les enfants.

Hôpitaux débordés

«Dès que nous sommes arrivés à l'hôpital, on nous a remis une petite pompe et on nous a dit de pomper en continu. Je l'ai fait pendant plus de trois heures et demie», a déclaré le père d'une victime, Shailendra Gupta, cité d'ici dans le journal *Indian Express*. «Le jour suivant, on nous a informés qu'il était mort.»

«Je suis un homme pauvre qui ne comprend pas bien ce qui se passe ici, mais il était clair ce jour-

là qu'il n'y avait pas d'oxygène. Les médecins et le reste du personnel étaient très inquiets», a renchéri Ram Prasad, au chevet de sa fille de deux ans.

Des médecins ont admis que l'approvisionnement en oxygène avait été interrompu pendant quelques heures jeudi soir, mais ils ont déclaré qu'aucun décès n'avait eu lieu durant cette période. Cette interruption coïncide pourtant avec une brusque augmentation du nombre de victimes jeudi, quand 23 nourrissons sont morts.

Les hôpitaux publics indiens sont souvent débordés et au bord du point de rupture : les patients doivent faire face à de longues listes d'attente, même pour des interventions simples, et sont contraints à partager des lits.

De ce fait, ceux qui le peuvent évitent les hôpitaux publics et se tournent vers les cliniques privées, où une consultation coûte en moyenne 1 000 roupies (plus de 13 euros), une somme énorme pour les millions d'Indiens qui vivent avec moins de deux euros par jour.